

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Marché public de prestations intellectuelles

Prestataire ..SQCOTEC.....

N° ..23.2032.....

PSYCHIATRIE

Transfert vers le site de l'Hôpital Jean-Minjoz

Lot 2 : COORDINATION SECURITE PROTECTION SANTE

PROCEDURE ADAPTEE

La procédure est passée en application des dispositions de l'ordonnance n° 2018-74 du 26 novembre 2018 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Procédure adaptée : article L. 2123-1 de l'ordonnance et articles R.2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du décret suscité

CHU DE BESANCON
DPIMS – Département Travaux
3 Boulevard Alexandre Fleming
25030 BESANCON CEDEX
Tél : 03.81.21.80.77
Email : dtp@chu-besancon.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU PRESENT CCTP	5
ARTICLE 2 : CONTEXTE ET ENJEUX DE L'OPERATION	5
2.1. Le programme	5
2.2. Les prestataires.....	5
2.3. Le contexte	5
2.3.1. Le contexte lié au site	5
2.3.2. Le contexte réglementaire et législatif	5
ARTICLE 3 : NATURE DE LA MISSION	6
3.1. Au titre de la mission de base	6
3.2. Au titre des missions demandées en variante imposée par le maître de l'ouvrage.....	6
ARTICLE 4 : CONDITIONS GENERALES D'INTERVENTION.....	6
4.1. Cadre général de la mission.....	6
4.2. Obligations générales	7
4.3. Objectifs généraux.....	7
4.4. Référentiels imposés pour le coordonnateur SPS.....	7
4.5. Prise en compte des nouvelles réglementations	7
4.6. Autorité et moyens du coordonnateur SPS	8
4.6.1. Autorité du Coordonnateur SPS.....	8
4.6.2. Moyens donnés au Coordonnateur SPS.....	8
4.7. Procédures de transmission des documents et informations	8
4.7.1. Protocole interne au prestataire	8
4.7.2. Intégration des modes partagés de gestion de chantier	9
4.8. Gestion documentaire	9
4.8.1. Présentation	9
4.8.2. Transmission des documents	9
4.8.3. Contenu	10
4.8.4. Documents relatifs au chantier.....	10
4.8.5. Rapport mensuel	10
ARTICLE 5 : PRECISION CONCERNANT LES MISSIONS.....	11
5.1. Missions	11

5.2.	Responsabilités.....	11
5.3.	Articulation des missions suivant les arbitrages du Maître d’Ouvrage	11
5.3.1.	La variante obligatoire n’est pas retenue par le Maître de l’Ouvrage.....	11
5.3.2.	La variante obligatoire est retenue par le Maître de l’Ouvrage	11
5.3.3.	Choix du Maître de l’Ouvrage	11
ARTICLE 6 : CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION.....		12
6.1.	Eléments de mission génériques en conception et réalisation.....	12
6.1.1.	Registre Journal de coordination.....	12
6.1.2.	CISSCT	12
6.1.3.	Plan Général de Coordination.....	12
6.1.4.	Déclaration préalable	13
6.1.5.	Dossier des Interventions Ultérieures sur l’Ouvrage (DIUO)	13
6.2.	Phase Conception (Programme, APS, APD, PRO, DCE).....	13
6.2.1.	Participation à l’élaboration et examen des dossiers de conception.....	14
6.2.2.	Analyse des offres	14
6.3.	Phase réalisation	14
6.3.1.	Suivi de la phase Réalisation	15
6.3.2.	Inspections communes	16
6.3.3.	Plan Particulier SPS.....	16
6.3.4.	Examen et avis sur documents de chantier.....	16
6.4.	Phase après travaux	17
ARTICLE 7 : MODALITES DE PRESENCE DU COORDONNATEUR SPS SUR LE CHANTIER .17		
7.1.	Présence « minimale » imposée au titre du présent marché.....	17
7.1.1.	Présence aux réunions mensuelles de conduite d’opération.....	17
7.1.2.	Présence aux réunions techniques de mise au point et d’exécution.....	17
7.1.3.	Présence aux réunions de mise au point avec l’inspection du travail, l’OPPBTP ou la CARSAT	17
7.1.4.	Présence aux réunions CISSCT	17
7.1.5.	Présence aux réunions de chantier ou visites spécifiques à la mission...	17
7.2.	Présence complémentaire laissée à l’appréciation du Coordonnateur SPS	18
ARTICLE 8 : VARIANTE OBLIGATOIRE IMPOSEE PAR LE MAITRE D’OUVRAGE.....		18
8.1.	Objet de la variante.....	18
8.2.	Cadre de la variante	18
8.3.	Contenu des éléments de mission	18

8.3.1.	Mission de l'équipe composée du Coordonnateur SPS et de l'Animateur de Prévention	18
8.3.2.	Mission de l'Animateur de Prévention	19
8.4.	Présence « minimale » imposée au titre de la variante imposée.....	19
8.4.1.	Présence aux réunions mensuelles de conduite d'opération.....	19
8.4.2.	Présence aux réunions techniques de mise au point et d'exécution.....	19
8.4.3.	Présence aux réunions de mise au point avec l'inspection du travail, l'OPPBTP ou la CARSAT	20
8.4.4.	Présence aux réunions CISSCT	20
8.4.5.	Présence aux réunions de chantier ou visites spécifiques à la mission...	20
8.4.6.	Présence de l'animateur prévention sur site	20
8.5.	Présence complémentaire laissée à l'appréciation du Coordonnateur SPS	20

ARTICLE 1 : OBJET DU PRESENT CCTP

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet de définir la mission de coordination sécurité protection santé, au sens de l'article K. 111-23 du Code de la construction et de l'habitation (CCH) pour la construction d'un nouveau bâtiment abritant les services de psychiatrie sur le site de l'hôpital Jean-Minjoz CHU de Besançon.

Il complète ou déroge, pour la mission ou chaque mission ou phase d'intervention, aux définitions du cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés de contrôle technique (CCTG-CT), approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999. En cas de contradiction entre ces documents, l'ordre de priorité est fixé par le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché.

ARTICLE 2 : CONTEXTE ET ENJEUX DE L'OPERATION

2.1. Le programme

Une synthèse du PTD est jointe en annexe au présent CCTP.

2.2. Les prestataires

Au stade actuel d'avancement de l'opération les prestataires connus à ce jour sont les suivants :

Maître d'Ouvrage : CHU de Besançon

Conduite d'Opération : CHU de Besançon – Direction du Patrimoine, des Investissements Médicaux et de la Sécurité

Assistant Technique au Maître d'Ouvrage (ATMO) : A2MO (jusqu'au programme)

Maître d'œuvre : non désigné à ce jour.

Bureau de Contrôle : non désigné à ce jour.

2.3. Le contexte

2.3.1. Le contexte lié au site

Le contexte et les objectifs du projet sont décrits dans la synthèse du programme joint au DCE.

Ce projet sera réalisé sur le site de l'hôpital Jean Minjoz.

Il utilisera au maximum les installations techniques et logistiques du site : chauffage urbain, secours électrique, installations téléphoniques...

2.3.2. Le contexte réglementaire et législatif

En complément ou en appui des lois citées à l'article 1, l'exercice de la mission de CSPS se situe dans le contexte réglementaire et législatif suivant :

- la loi du 31 décembre 1993
- le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 (Coordonnateur)
- le décret n° 95-543 du 4 mai 1995 (CISSCT)
- le décret n° 95-607 du 6 mai 1995 (Travailleurs Indépendants)
- les annexes de l'arrêté du 7 mars 1995 relatives à :
 - «la formation des coordonnateurs et des formateurs de coordonnateurs »
 - «la Déclaration Préalable»

- les annexes de la Directive Européenne n° I à IV
- le décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003 (coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail) et ses arrêtés
- le décret du 10 janvier 2011 (compétences et formations)
- l'arrêté du 26 décembre 2012 (formation des coordonnateurs)
- ...

Cette liste n'est pas exhaustive, le titulaire de la mission prendra donc soin d'appliquer l'ensemble des textes et normes relatifs à sa mission et son exécution.

ARTICLE 3 : NATURE DE LA MISSION

La mission confiée dans le cadre du présent marché est constituée des éléments suivants:

3.1. Au titre de la mission de base

La mission de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS) pour les phases de conception et de réalisation jusqu'à la mise en service de l'ouvrage.

La mission sera de **niveau 1**

3.2. Au titre des missions demandées en variante imposée par le maître de l'ouvrage

La mission de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS) de niveau 1 complétée d'une mission d'animation de la prévention des risques sur chantier pour la phase de réalisation jusqu'à la mise en service de l'ouvrage.

La mission du coordonnateur SPS reste alors conforme à la réglementation et à la mission de base décrite dans le présent CCTP.

ARTICLE 4 : CONDITIONS GENERALES D'INTERVENTION

4.1. Cadre général de la mission

Le coordonnateur est particulièrement chargé de coordonner et de mettre en œuvre les actions destinées à assurer le respect des règles d'Hygiène et Sécurité des conditions de travail sur les chantiers où se réalisent des ouvrages de bâtiment.

A ce titre, il prend les mesures pour éviter les risques liés à la co-activité des entreprises ainsi que la succession de leurs interventions vis-à-vis de ces règles tout en garantissant et en respectant les principes généraux de prévention édictés à l'article L 4121-2 du code du travail.

L'étendue des responsabilités des différents intervenants n'est pas modifiée, par l'intervention du coordonnateur, néanmoins celui-ci contrôle que les dispositions nécessaires à l'Hygiène et à la Sécurité des conditions de travail sont prises et appliquées et, si elles ne le sont pas, les provoquent par toutes actions nécessaires.

4.2. Obligations générales

Le coordonnateur veille à la mise en œuvre des principes généraux de prévention définis à l'article L 4121-2 du code du travail :

- 1° Eviter les risques ;
- 2° Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- 3° Combattre les risques à la source ;
- 4° Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- 5° Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- 6° Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- 7° Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux articles L. 1152-1 et L. 1153-1, ainsi que ceux liés aux agissements sexistes définis à l'article L. 1142-2-1 ;
- 8° Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- 9° Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

4.3. Objectifs généraux

Mettre en place et gérer des procédures facilitant la prise en compte des contraintes de sécurité liées à la coactivité, avant le début du chantier, dans la coordination des interventions sur le chantier, et pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage. Ces obligations sont prescrites dans le programme et imposées par les textes législatifs pour ce type de chantier dans le cadre d'opérations de bâtiment et/ou de génie civil. Ces dispositions ont pour objet :

- de contribuer à la réduction du nombre et du degré de gravité des accidents du travail sur le chantier,
- d'éviter des incidents de chantiers, des retards de travaux, des arrêts de chantiers, des injonctions etc...,
- de réduire le champ des possibilités de condamnations pénales, pour les dirigeants et le salarié,
- maîtriser les risques liés à la coactivité des entreprises,
- d'assurer pour le compte du maître d'ouvrage les relations avec les organismes officiels de prévention.

4.4. Référentiels imposés pour le coordonnateur SPS

La mission du coordonnateur SPS est fondée sur un ensemble de textes imposés par le législateur. Ces référentiels sont complétés en tant que de besoin par les pièces contractuelles des marchés de travaux.

Dans les domaines non couverts par des règlements, le coordonnateur SPS attire l'attention du maître de l'ouvrage sur la nature générale du risque encouru du fait des dispositions retenues pour la conception ou l'exécution des ouvrages, notamment s'il a connaissance d'une pathologie visant le domaine concerné.

4.5. Prise en compte des nouvelles réglementations

Il appartient au coordonnateur SPS de formuler ses avis sur la base des textes en vigueur à la date de réception du dossier à examiner (Avant-Projet, Projet, ...) ou du contrôle sur site.

Si une nouvelle réglementation apparaît en cours d'opération, le coordonnateur SPS est tenu d'attirer l'attention du maître de l'ouvrage sur les conséquences de cette nouvelle réglementation et des impacts sur les règles de sécurité générales sur le chantier ainsi que des mesures à prendre et leurs incidences.

Il en est de même pour les projets connus de réglementation ou les transpositions en droit interne des normes européennes.

4.6. Autorité et moyens du coordonnateur SPS

Le présent article a pour objet dans le cadre de la mission de coordination Sécurité Protection Santé de définir et de préciser clairement « l'autorité et les moyens » donnés au coordonnateur SPS définis à l'article L4532-5 du CT pour veiller au respect des mesures de coordination définies dans le Plan Général de Coordination (PGCSPS).

4.6.1. Autorité du Coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre Journal de la coordination (RJ). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S doit faire prendre aux entreprises les mesures nécessaires pour supprimer le risque.

Il peut, à ce titre :

- Arrêter sur le champ tout ou partie des travaux concernés
- Signifier à(aux) l'entreprise(s) concernée(s) l'application des pénalités prévues au CCAP des marchés de travaux.

La notification de ces arrêts est consignée au registre journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Le coordonnateur SPS fera usage des obligations réglementaires et de présence qui sont les siennes pour, sur la base des informations qu'il transmettra, permettre au Maître d'Ouvrage :

- De mettre en œuvre les mesures coercitives qui s'imposent, à l'égard de tous les intervenants concernés.
- De demander au Maître d'œuvre l'application des pénalités signifiées et prévues au CCAP des marchés de travaux.
- D'engager les éventuels recours.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants cités à l'article 2.2 du présent CCTP est soumis au maître d'ouvrage.

4.6.2. Moyens donnés au Coordonnateur SPS

Le maître d'ouvrage s'engage à donner tous les moyens financiers nécessaires au bon accomplissement de la mission du coordonnateur SPS. Les moyens mis à disposition sont détaillés dans les articles 6 et 7 du présent CCTP. Il tiendra au sous missionnaire de répondre à la présente consultation avec un volume financier en adéquation avec les attentes minimums du maître d'ouvrage.

4.7. Procédures de transmission des documents et informations

4.7.1. Protocole interne au prestataire

Préalablement au commencement de sa mission aux phases conception, documents d'exécution puis chantier, le coordonnateur SPS propose au conducteur d'opération un protocole écrit et précis de transmission des documents et informations.

Ce protocole a pour objectifs de permettre la réalisation en temps utile des actes propres à sa mission et conditionnés par la fourniture de documents sur lesquels le coordonnateur SPS doit se prononcer.

Après échanges avec les acteurs concernés à chaque phase, ce protocole est, si nécessaire, amendé, puis arrêté par le conducteur d'opération. A défaut de coordonnateur du chantier, le protocole définitif est diffusé par le contrôleur technique à l'ensemble des acteurs concernés.

Si le coordonnateur SPS n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au conducteur d'opération.

4.7.2. Intégration des modes partagés de gestion de chantier

Le contrôleur technique prévoira d'intégrer en complément ou en remplacement de son protocole visé au paragraphe 4.1 la récupération et la diffusion des documents soumis à son avis ou de ses propres documents par le biais d'une plateforme informatisée de partage de l'information et de gestion documentaire et technique du chantier (armoires à plan, BIM, ...).

4.8. Gestion documentaire

4.8.1. Présentation

Dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS doit notamment consigner le résultat de ses examens ou compte-rendu de visite, avec ou sans remarques, dans des documents à diffuser. Ces documents sont numérotés chronologiquement et font apparaître, en plus de l'avis proprement dit, les renseignements suivants :

- Référence de l'opération,
- Nature de la mission,
- Origine et date du document examiné ou date de la visite sur le chantier,
- Zone concernée au cas échéant et selon un découpage identique et adapté à celui de la maîtrise d'œuvre pour des raisons de facilité de gestion et de compréhension,
- Liste des destinataires.

Les fiches et rapports, transmis dans les délais prévus au CCAP, doivent être signés ou contresignés par le coordonnateur titulaire de la mission, personne physique désignée à cet effet dans l'acte d'engagement.

4.8.2. Transmission des documents

Documents **destinés** au coordonnateur SPS : la transmission des documents soumis à l'avis du coordonnateur SPS est effectuée par le conducteur d'opération. Toutefois, il peut être dérogé à cette disposition en application des protocoles de diffusion des documents et informations.

Documents **produits** par le coordonnateur SPS : sous réserve de dispositions contraires arrêtées à l'issue de la mise au point des protocoles de transmission des documents et informations, les documents produits par le coordonnateur SPS sont simultanément transmis en un exemplaire à chacun des destinataires suivants :

- L'auteur du document examiné,
- Le maître d'œuvre, si celui-ci n'est pas l'auteur du document examiné,
- Le titulaire de la mission ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)
- Le maître de l'ouvrage par l'intermédiaire du conducteur d'opération.

et pour la partie les concernant :

- L'(es) entreprise(s) concernée(s) (titulaire(s) du(es) marché(s)) et sous-traitant(s))

Les avis et rapports destinés au maître de l'ouvrage sont transmis au conducteur d'opération en un exemplaire dématérialisé (.pdf).

4.8.3. Contenu

Les documents et observations du coordonnateur SPS doivent être explicites, précis et motivés. Les avis non motivés pourront être refusés par le conducteur d'opération et/ou le Maître de l'Ouvrage.

En cas de difficulté technique particulière, de litige ou de contestation portant sur des situations à risque ou des équipements de sécurité jugés insuffisants ou non conformes, le coordonnateur SPS doit être en mesure de fournir un avis explicite sur les mesures à prendre pour supprimer le risque ou contrôler la situation difficile.

Le coordonnateur SPS est tenu de signaler au conducteur d'opération tout document manquant et nécessaire à son intervention.

4.8.4. Documents relatifs au chantier

Le coordonnateur SPS interviendra dans la gestion des documents relatifs à la gestion du chantier comme :

- Les permis de travaux qu'il recevra et analysera pour vérifier que les conditions réglementaires sont respectées,
- Les fiches d'agrément matériaux qu'il validera, pour les matériaux pour lesquels il est concerné.

4.8.5. Rapport mensuel

Le coordonnateur SPS fournira, à la demande du maître d'ouvrage et au minimum une fois par mois en phase d'exécution des travaux, un rapport synthétique sur le suivi des éléments relatifs à la sécurité et à la prévention. Ce rapport comprendra à minima :

- la liste des entreprises présentes sur le chantier avec l'état des inspections communes, de la transmission des PPSPS)
- Les indicateurs relatifs aux incidents constatés sur chantier et les accidents du travail (entreprise, date, origine et conséquences...)
- L'objet des derniers documents versés au RJ durant la période concernée par le rapport
- Les éléments relatifs au CISSCT (synthèse du dernier, date et projet d'OJ du suivant)
- Les avis sur les Fiches d'Agrément Matériaux validés durant la période concernée par le rapport
- Tous autres éléments jugés utiles pour le suivi de l'opération

ARTICLE 5 : PRECISION CONCERNANT LES MISSIONS

5.1. Missions

La mission du Coordinateur SPS doit répondre en règle générale à la réglementation et à la législation en vigueur et plus particulièrement aux clauses particulières du marché dont il est titulaire.

La prestation d'animateur de prévention demandé en variante imposée vient en complément de la mission de base de coordination SPS.

Le coordonnateur SPS et l'animateur de prévention complètent leur temps de présence sur chantier afin de pouvoir assurer le niveau de vigilance le plus important possible.

5.2. Responsabilités

Le Coordonnateur SPS titulaire de la mission, personne physique désignée à cet effet dans l'acte d'engagement, reste responsable de l'ensemble de la mission si la variante est retenue par le Maître d'Ouvrage.

Le Coordonnateur SPS s'organise toutefois avec l'Animateur Prévention en lui confiant certaines tâches dont il a normalement la charge (respect des règles précisées dans le PGC SPS ou les PPSPS, vérification du port des EPI et des EPC...). Il reste dans tous les cas responsable de l'ensemble de la mission et l'interlocuteur unique du Maître d'Ouvrage en toute situation.

5.3. Articulation des missions suivant les arbitrages du Maître d'Ouvrage

5.3.1. La variante obligatoire n'est pas retenue par le Maître de l'Ouvrage

La mission de Coordination SPS reste conforme au présent marché. Elle est chiffrée en tenant compte des clauses au présent CCTP.

5.3.2. La variante obligatoire est retenue par le Maître de l'Ouvrage

La mission doit alors être prévue et chiffrée comme une seule mission complète de Coordination SPS et d'animation de la prévention. Les prestations restent conformes au présent marché. Le temps de présence du coordonnateur SPS pourra éventuellement être réduit en tenant compte de la présence de l'animateur Prévention.

5.3.3. Choix du Maître de l'Ouvrage

Le Maître de l'Ouvrage prendra la décision de retenir La mission de base OU la variante obligatoire.

Cette dernière comprendra alors la coordination SPS ET l'animation prévention et sera chiffrée en tant que telle.

ARTICLE 6 : CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION

6.1. Eléments de mission génériques en conception et réalisation

6.1.1. Registre Journal de coordination

Le Coordonnateur SPS procédera à l'ouverture du registre-journal dès la signature de son marché de comme spécifié dans les articles L4532-10 à L4532-15 et R4532-38 à R4532-41 du code du travail. Il le tiendra ensuite à disposition lors de la phase réalisation à la base vie du chantier.

6.1.2. CISSCT

Le maître d'ouvrage constituera un CISSCT du fait du niveau de l'opération. Son règlement intérieur devra être proposé par le CSPS au maître d'ouvrage en phase conception avant validation lors de la première séance du CISSCT au début du chantier.

Le Coordonnateur SPS convoquera et animera les réunions de CISSCT régulièrement et planifiera suivant la fréquence définie dans le règlement intérieur les différentes réunions. Il pourra également convoquer un CISSCT extraordinaire réunis lorsque l'actualité du chantier l'exige.

Il s'assurera auprès du maître d'œuvre et de l'OPC de la liste des entreprises (titulaires des marchés et sous-traitants) présentes sur le chantier à la date du CISSCT.

Le CISSCT devra respecter les articles R4532-77 à R4532-94 du code du travail.

6.1.3. Plan Général de Coordination

Le Coordonnateur SPS élaborera le Plan Général de Coordination en vue de l'annexer à chaque marché passé pour l'opération. Ce dernier devra être élaboré à la phase APS puis être mis à jour autant de fois que nécessaire jusqu'à la réception finale du chantier. Il devra systématiquement faire l'objet d'une validation par le maître d'ouvrage et contenir l'ensemble des éléments suivants :

- 1° Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable ;
- 2° Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur ;
- 3° Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent concernant, notamment :
 - a) Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales ;
 - b) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles ;
 - c) La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses ;
 - d) Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres ;
 - e) Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés ;
 - f) L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
 - g) Les mesures prises en matière d'interactions sur le site ;
- 4° Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;
- 5° Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment :

- a) Pour les opérations de construction de bâtiment, les mesures arrêtées par le maître de l'ouvrage en application de l'article R. 4533-1 ;
- b) Pour les opérations de génie civil, les dispositions prises par le maître d'ouvrage pour établir des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail ;
- 6° Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière ;
- 7° Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants ;
- 8° Les procédures d'intervention au sein des locaux occupés du CHU (permis de travaux, demande d'autorisation de stockage...) ;
- 9° les rapports de repérage amiante ;
- 10° **Les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé au fur et à mesure de leurs élaborations en les harmonisant.**

Un PGC devra être mis à disposition des différentes entreprises sur la zone de chantier ou dans la base vie. Ce dernier devra être tenu à jour en continue.

Le PGC doit respecter les articles L4532-8 et R4532-42 à R4532-51 du code du travail.

6.1.4. Déclaration préalable

Le Coordonnateur SPS établira la déclaration préalable et la transmettra au maître de l'ouvrage. Ce dernier la transmettra à l'inspection du travail, au comité régional de l'OPPBTP et à la CARSAT compétent en matière de prévention des risques professionnels. Cette dernière doit respecter les articles L4532-1 et R4532-2 et R4532-3.

6.1.5. Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO)

Le Coordonnateur SPS constituera la version initiale du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage respectant les articles L4532-16 et R4532-95 à R4532-98 et y apportera toutes les modifications nécessaires tout au long du chantier jusqu'à la remise contra accusé de réception au maître d'ouvrage à la réception définitive du chantier.

Ce dernier rassemble tous les éléments suivants :

- Les plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage,
- Le dossier technique regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R. 1334-22 et R. 1334-28 du code de la santé publique
- Le dossier de maintenance des lieux de travail prévu à l'article R. 4211-3.

6.2. Phase Conception (Programme, APS, APD, PRO, DCE)

Pendant cette phase, le Coordonnateur SPS aura pour objectifs :

- De vérifier que les dispositions techniques et organisationnelles décrites aux différentes étapes de conception permettent de protéger la santé de toutes les personnes qui auront à intervenir sur le chantier de bâtiment ou de génie civil et sur l'ouvrage en cours d'exploitation.
- D'intégrer cette contrainte en concertation avec l'OPC dans la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail qui se dérouleront simultanément ou successivement.
- D'apporter les éléments à intégrer dans les documents d'études pour prévenir les risques résultant d'interventions simultanées ou successives d'entreprises distinctes et prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

6.2.1. Participation à l'élaboration et examen des dossiers de conception

La phase « examen des dossiers de conception » est décomposée selon chaque stade de la mission de conception (voir tableau ci-dessous).

Les documents de conception que le Coordonnateur SPS doit examiner au titre de sa mission sont ceux produits par le maître d'œuvre aux stades correspondants.

Décomposition de phase « examen des documents de conception »	Nombre de rapport produits
Programme Technique Détaillé (MOA)	1
Avant Projet Sommaire (Maître d'œuvre retenu aux stade candidature)	1
Avant Projet Définitif (Maître d'œuvre lauréat)	1
Projet (Maître d'œuvre lauréat)	

Le coordonnateur SPS établira un rapport précis intégrant l'ensemble de ses remarques pour les éléments qui le concerne.

Il est attendu une participation active lors des phase d'étude des dossiers de conception pour permettre à la maîtrise d'œuvre de prendre en compte l'ensemble des éléments relatifs à la sécurité et à la prévention des risques sur les phases de réalisation et d'exploitation de l'ouvrage et en particulier sur les points suivants :

- La définition des sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et la vérification de la prise en compte dans les pièces écrites de leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.
- La définition et le dimensionnement des installations de chantier (base vie, zone stockage, ... et l'élaboration du Plan d'Installation de Chantier
- La vérification des dispositions prévues pour exécuter les V.R.D initiaux (article R 238-40 à 44),
- La vérification avec la maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'Ouvrage l'intégration, si nécessaire, des risques liés à l'amiante et au plomb,
- La gestion des accès pour ne permettre un accès qu'aux seules personnes autorisées sur la zone de chantier.

6.2.2. Analyse des offres

Après remise des offres d'entreprises, le Coordonnateur donnera un avis sur les dispositions relatives à la sécurité et à la prévention des risques proposées par les Entreprises que le maître d'œuvre propose de retenir. Cet avis sera transmis par écrit au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre pour intégration et prise en compte dans le rapport d'analyse des offres.

6.3. Phase réalisation

Pendant cette phase, le Coordonnateur SPS aura pour objectifs :

- D'intégrer et de garantir les principes généraux de prévention mentionnés à l'article L4121-2
- De faire appliquer les consignes préconisées dans la phase de préparation du chantier.
- De prendre en compte, les risques résultants de l'interférence des interventions pouvant être conduites simultanément par plusieurs entreprises sur un même site.

- D'impliquer chaque entreprise intervenant sur l'ouvrage à participer à la sécurité collective notamment en leur transmettant des informations et des consignes, en organisant leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles de consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.
- De limiter l'accès au chantier aux seules personnes autorisées (contrôle du port du badge)
- De rassembler dans un dossier toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels pour des interventions ultérieures, d'entretien ou de maintenance, voire pour d'éventuelles modifications de l'ouvrage
- D'être amené à formuler un avis sur un ou plusieurs sous-traitants
- De contrôler les dispositions retenues par l'entreprise pour les travaux de désamiantage.
- De contrôler le respect des mesures préconisées pour la lutte contre les infections nosocomiales, contre les nuisances du chantier (bruit, poussière...)

6.3.1. Suivi de la phase Réalisation

Il est attendu une participation active lors des phases de réalisation du chantier pour permettre à la maîtrise d'œuvre et aux entreprises de mettre en œuvre l'ensemble des éléments relatifs à la sécurité et à la prévention des risques et en particulier sur les points suivants :

- Utiliser les moyens mis à disposition du CSPS pour que les principes généraux de prévention définis aux articles L4121-2 soient effectivement respectés et mis en œuvre
- Organiser entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leur activités simultanées ou successives, les modalités de l'utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle notamment l'échange entre elles de consignes en matière de sécurité et de protection de la santé en lien avec l'OPC.
- Fournir un avis motivé pour l'agrément d'une entreprise sous-traitante lorsque le maître de l'ouvrage. En tout état de cause, le coordonnateur sera destinataire d'une copie de tous les actes spéciaux de sous-traitance.
- Veiller à l'application correcte des mesures de coordination définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.
- Participer au contrôle des accès chantier en mettant en œuvre les actions suivantes :
 - Définir la liste des personnes autorisées à accéder au chantier et organiser la mise en place des dispositions nécessaires au contrôle de l'accès au chantier.
 - Veiller à l'application des dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier
- Faire respecter du Plan d'Installation de Chantier et assurer un contrôle périodique de sa conformité.
- Contrôler et veiller à la propreté des zones de chantier et des locaux de la base vie (sanitaires, vestiaires...)
- Assurer une présence et intervenir sur le chantier aussi souvent que nécessaire et plus particulièrement dans les phases critiques, pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Assurer des visites de chantier inopinées afin de vérifier la bonne application des règles de sécurité.
- Diffuser aux différents intervenants toutes informations et tous documents nécessaires à la bonne réalisation des objectifs de la présente mission (notamment ceux signalés aux articles R 238-28 & R 238-56).
- Participer aux opérations préalables à la réception des ouvrages susceptibles de nécessiter des interventions ultérieures de maintenance ou d'entretien etc.... et se tenir informé des réserves éventuelles formulées au cours des visites de réception. Il participe aux cas échéants aux essais des équipements de sécurité pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage.
- D'évaluer périodiquement en concertation avec l'OPC, les conséquences sur l'ordonnancement des tâches des entreprises dues aux risques de coactivité

- Prendre en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier le cas échéant et notamment la circulation des patients, du personnel de l'établissement et des visiteurs
- De vérifier avec la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage le suivi ainsi que l'exhaustivité des points de prélèvements des risques liés à l'amiante et au plomb pour pouvoir se prémunir du risque d'exposition.
- Réaliser des analyses de risque complètes et détaillées lors de phase critique de chantier en lien avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

6.3.2. Inspections communes

Le Coordonnateur SPS procédera avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre, les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ainsi que les accès autorisés à la zone de chantier. Cette inspection commune a lieu avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Elle doit respecter l'article R4532-14 du code du travail.

6.3.3. Plan Particulier SPS

Le Coordonnateur SPS analysera et harmonisera les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé suite à la remise de ces documents par les entreprises titulaires et sous-traitantes.

L'harmonisation sera annexée au PGC. Par ce biais, il déterminera les moyens en terme de protections collectives ou à défaut individuelles à mettre en application afin de garantir les principes généraux de prévention.

6.3.4. Examen et avis sur documents de chantier

La gestion quotidienne du chantier est assurée par le maître d'œuvre en s'appuyant entre autres sur des documents formalisés applicable dès le début de la phase réalisation. Ceux concernant le Coordonnateur SPS sont les suivants :

- **Agrément des matériaux et matériels** : les matériaux et matériels proposés par les entreprises sont systématiquement et spécifiquement validés (ou refusés) par le biais d'une fiche d'agrément matériel (FAM) transmise à la maîtrise d'œuvre, accompagnée des PV, plan de localisation, certificats, fiche de données de sécurité et documents techniques. Cette dernière en assure la diffusion. Le Coordonnateur SPS sera, au cas échéant, intégré au circuit de validation. Il devra donc transmettre son avis en renseignant la FAM et la retournant à la maîtrise d'œuvre. Un avis officiel du Coordonnateur SPS pourra être édité au préalable et joint à la FAM s'il le souhaite.
- **Permis de Travaux** : Toutes les interventions ayant une incidence sur le fonctionnement, l'hygiène, la sécurité et les flux du site hospitalier font l'objet d'un Permis de Travaux (PT) transmis par l'entreprise à la maîtrise d'œuvre et accompagné d'un ou plusieurs plans de localisation des travaux Cette dernière en assure la diffusion. Le Coordonnateur SPS sera intégré au circuit de diffusion. Il pourra, si nécessaire, transmettre son avis et la retournant à la maîtrise d'œuvre.
- **Demande d'Autorisation de Stockage** : Les Entreprises ayant besoin de stocker provisoirement des équipements ou des matériaux sur les zones de chantier ou dans des locaux en activité hospitalière font la demande à la maîtrise d'œuvre par le biais d'une Demande d'Autorisation de Stockage (DAS). Cette dernière en assure la diffusion. Le Coordonnateur SPS sera intégré au circuit de diffusion. Il pourra, si nécessaire, transmettre son avis et la retournant à la maîtrise d'œuvre.

6.4.Phase après travaux

Le Coordonnateur SPS produira un dossier de fin de "mission des phases conception et réalisation" rassemblant tous les documents élaborés et mis à jour au cours des phases de coordination. Deux exemplaires seront remis au Maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : MODALITES DE PRESENCE DU COORDONNATEUR SPS SUR LE CHANTIER

7.1.Présence « minimale » imposée au titre du présent marché

7.1.1. Présence aux réunions mensuelles de conduite d'opération

Le Coordonnateur SPS assiste aux réunions, convoqué par le conducteur d'opération, de la maîtrise d'œuvre, de l'OPC, du coordonnateur SSI, du coordonnateur SPS, ... Ces réunions ont lieu 1 fois par mois en phase de réalisation.

En préparation de ces réunions, le CSPS établira une synthèse mensuelle permettant de rappeler les éléments suivants :

- La liste des entreprises présentes sur le chantier à coordonner avec le Groupement et le maître d'œuvre. Cette liste donnera un état de la situation de chacune d'entre elle au regard des éléments de gestion SPS (inspection commune, PPSPS, ...)
- Les accidents du travail référencés
- Les non conformités constatées
- Tous autres éléments relatifs à la gestion de sa mission.

Cette synthèse est à transmettre une semaine avant la réunion mensuelle.

7.1.2. Présence aux réunions techniques de mise au point et d'exécution

Le Coordonnateur SPS assiste aux réunions provoquées par le maître de l'ouvrage, le conducteur d'opération, le maître d'œuvre, et dont l'ordre du jour est ciblé sur des problématiques techniques en phase conception ou liées à l'exécution, la sécurité ou des incidents survenus sur le chantier. Ces réunions peuvent avoir lieu en phases de conception ou de réalisation y compris la préparation de chantier.

7.1.3. Présence aux réunions de mise au point avec l'inspection du travail, l'OPPBTP ou la CARSAT

Le Coordonnateur SPS assiste aux réunions organisées par le maître de l'ouvrage, le conducteur d'opération en présence de l'inspection du travail, de la CARSAT ou l'OPPBTP dont l'ordre du jour est ciblé sur des problématiques techniques en phase conception ou liées à l'exécution, la sécurité ou des incidents survenus sur le chantier. Ces réunions peuvent avoir lieu en phases de conception ou de réalisation de chantier.

7.1.4. Présence aux réunions CISSCT

Le coordonnateur SPS participe et anime les réunions du CISSCT

7.1.5. Présence aux réunions de chantier ou visites spécifiques à la mission

Le Coordonnateur SPS participe à la réunion de chantier. La présence en réunion de chantier peut être couplée à une visite sur demande spécifique du maître d'œuvre ou à l'initiative du Coordonnateur SPS.

Le Coordonnateur SPS adaptera la fréquence des visites sur chantier avec, au minimum, **2 visites** par semaine dont :

- 1 visite couplée avec présence obligatoire à la réunion hebdomadaire de chantier
- 1 visite inopinée sur chantier (la journée de visite doit être variable et différente de celle de la réunion de chantier).

La fréquence de la visite inopinée pourra éventuellement être adaptée lorsque les travaux seront en phase de mise en service du bâtiment avec un minimum **d'une visite toutes les deux semaines**. Le changement de fréquence se fera avec l'accord du Maître de l'Ouvrage sur demande expresse du Coordonnateur SPS.

7.2.Présence complémentaire laissée à l'appréciation du Coordonnateur SPS

Dans l'hypothèse où les situations de présences imposées ci-avant ne sont pas suffisantes pour permettre au Coordonnateur SPS de remplir complètement sa mission dans des conditions satisfaisantes, il lui appartient de se rendre sur le chantier chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l'exercice de sa responsabilité l'imposent.

ARTICLE 8 : VARIANTE OBLIGATOIRE IMPOSEE PAR LE MAITRE D'OUVRAGE.

8.1. Objet de la variante

La variante consiste à compléter la mission de coordination SPS par la présence quotidienne d'un animateur de Prévention dont le but sera d'accroître le niveau de vigilance sur le respect des règles de principe généraux de prévention et des règles établies dans les pièces particulières propre à l'ouvrage (PGC-SPS, PPSPS, ...)

8.2. Cadre de la variante

Cette variante s'appuie sur la mission de base du Coordonnateur SPS comme décrite dans le présent CCTP avec une ressource supplémentaire qui assurera et renforcera la partie prévention et contrôle quotidien sur site.

La prise en compte de ce complément de ressource a pour objectif de réduire la présence sur site du Coordonnateur SPS tout en permettant, in fine, au Maître d'Ouvrage de s'appuyer sur une mission :

- Renforcée en matière de contrôle et de prévention
- Optimisée en matière de présence sur site.

La présence de l'animateur de prévention est exigée à compter de la phase de Préparation de chantier (EXE).

La responsabilité du Coordonnateur SPS reste celle décrite au §5.2 du présent CCTP. En cas de litige, il reste l'unique interlocuteur du Maître d'Ouvrage.

L'autorité et les moyens donnés au Coordonnateurs SPS et à l'animateur Prévention dans le cadre de cette variante sont les mêmes que ceux décrits au §4.6 du présent CCTP.

8.3. Contenu des éléments de mission

8.3.1. Mission de l'équipe composée du Coordonnateur SPS et de l'animateur de Prévention

La mission globale comprend celle décrite dans le présent CCTP en tant que mission de base complétée des éléments décrits au paragraphe ci-dessous (§8.3.2)

8.3.2. Mission de l'Animateur de Prévention

L'animateur de prévention aura pour mission :

- De rendre des comptes au coordonnateur SPS sur le contenu de sa mission et sur les événements, les difficultés,
- D'être l'interlocuteur quotidien du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et des Entreprises sur les problématiques de prévention des risques et de sécurité du chantier
- De vérifier la présence et la conformité des EPC ainsi que le port des EPI par les ouvriers.
- De participer à l'accueil et la formation des nouveaux arrivants sur le chantier (règles de conduite, de sécurité, horaires, ...)
- De vérifier la détention sur chantier des documents de gestion du chantier (Permis de Travaux, Demandes d'Autorisation de Stockage)
- De gérer le plus rapidement possible les situations d'Urgence et les accidents du travail (Appels des Secours). Un rapport circonstancié sera rédigé pour chaque situation de ce type avec diffusion aux différents acteurs (Maître d'Ouvrage, Conducteur d'opération, Maître d'Œuvre, Coordonnateur SPS, Entreprise, ...)
- D'assurer la gestion et le contrôle des accès (badges, autorisation, ...) sur le chantier et la base vie.
- D'assurer un contrôle quotidien des moyens de sécurité et de surveillance du chantier (barrières, clôture, vidéosurveillance, ...).
- De transmettre toutes les informations au Coordonnateur SPS afin qu'il puisse assurer sa mission et rédiger en particulier le rapport mensuel à destination du Maître de l'Ouvrage.
- De coordonner en liaison avec les entreprises les livraisons et les flux de chantier sur le site hospitalier en activité (horaires des livraisons, respect des cheminements, vérification des droits d'accès,...)

L'animateur pourra également et en accord avec le Coordonnateur SPS :

- Valider les FAM pour lesquelles il est concerné.
- Proposer l'application de pénalités pour les Entreprises qui ne respectent pas les règles de sécurité édictées dans le PGCSPP ou les PPSPS.

8.4.Présence « minimale » imposée au titre de la variante imposée

Il est bien précisé que la mission de l'animateur prévention n'est pas de se substituer dans ces missions au coordonnateur SPS, c'est-à-dire que le CSPP ne pourra pas se faire remplacer en réunion par l'animateur sécurité lorsque sa présence est requise.

8.4.1. Présence aux réunions mensuelles de conduite d'opération

Le Coordonnateur SPS assiste obligatoirement aux réunions, convoqué par le conducteur d'opération en présence du directeur de l'établissement, de la maîtrise d'œuvre, de l'OPC, du coordonnateur SSI, du coordonnateur SPS, ... Ces réunions ont lieu 1 fois par mois en phase de réalisation.

L'animateur Prévention n'est pas tenu d'y participer sauf demande expresse du Maître de l'Ouvrage si le contexte et l'actualité du chantier le justifie ou à la demande de Coordonnateur SPS.

8.4.2. Présence aux réunions techniques de mise au point et d'exécution

Le Coordonnateur SPS assiste aux réunions provoquées par le maître de l'ouvrage, le conducteur d'opération, le maître d'œuvre, et dont l'ordre du jour est ciblé sur des problématiques techniques en phase conception ou liées à l'exécution, la sécurité ou des incidents survenus sur le chantier. Ces réunions peuvent avoir lieu en phases de conception ou de réalisation y compris la préparation de chantier.

L'animateur Prévention n'est pas tenu d'y participer sauf demande expresse du Maître de l'Ouvrage si le contexte et l'actualité du chantier le justifie ou à la demande de Coordonnateur SPS.

8.4.3. Présence aux réunions de mise au point avec l'inspection du travail, l'OPPBTP ou la CARSAT

Le Coordonnateur SPS assiste aux réunions organisées par le maître de l'ouvrage, le conducteur d'opération en présence de l'inspection du travail, de la CARSAT ou l'OPPBTP dont l'ordre du jour est ciblé sur des problématiques techniques en phase conception ou liées à l'exécution, la sécurité ou des incidents survenus sur le chantier. Ces réunions peuvent avoir lieu en phases de conception ou de réalisation y compris la préparation de chantier.

L'animateur Prévention y participe obligatoirement

8.4.4. Présence aux réunions CISSCT

Le coordonnateur SPS participe aux réunions du CISSCT.

L'animateur Prévention y participe obligatoirement mais sans voix délibérative.

8.4.5. Présence aux réunions de chantier ou visites spécifiques à la mission

L'Animateur Prévention participe obligatoirement à la réunion de chantier. La présence du Coordonnateur SPS en réunion de chantier n'est pas obligatoire sauf demande du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'œuvre si l'actualité et le contexte du chantier le justifie

Le Coordonnateur SPS adaptera la fréquence des visites sur chantier avec, au minimum, 1 visite inopinée par semaine. La journée de visite doit être variable.

Une visite couplée à la réunion de chantier ne pourra remplacer la visite inopinée.

La fréquence de la visite inopinée pourra éventuellement être adaptée lorsque les travaux seront en phase de mise en service du bâtiment avec un minimum d'1 visite toutes les 2 semaines. Le changement de fréquence se fera avec l'accord du Maître de l'Ouvrage sur demande expresse du Coordonnateur SPS.

8.4.6. Présence de l'animateur prévention sur site

L'Animateur Prévention devra être présent sur chantier pendant un minimum de **4 heures par jour ouvrés**. Son temps de présence peut être scindé en plusieurs créneaux répartis sur la journée.

Sa présence est imposée le matin dans un créneau horaire qui dépendra de l'actualité du chantier (horaires décalés en fonction des contraintes du chantier et de fonctionnement du site hospitalier).

Ce temps de présence est prévu hors réunions telles que décrites aux §8.4.1 à 8.4.5 nécessitant la présence de l'animateur.

La durée quotidienne de présence pourra éventuellement être adaptée lorsque les travaux seront en phase de mise en service du bâtiment avec un minimum **4 heures par jour ouvrés**. Le changement de durée se fera avec l'accord du Maître de l'Ouvrage sur demande expresse du Coordonnateur SPS.

8.5. Présence complémentaire laissée à l'appréciation du Coordonnateur SPS

Dans l'hypothèse où les situations de présence imposées ci-avant ne sont pas suffisantes pour permettre au Coordonnateur SPS de remplir complètement sa mission dans des conditions satisfaisantes, il lui appartient de se rendre sur le chantier chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l'exercice de sa responsabilité l'imposent.

Cette condition reste valable indépendamment de la présence de l'animateur Prévention.

Lu et approuvé,
Le Coordonnateur SPS
(cachet et signature)